



Centre Français sur les Etats-Unis (CFE)

« Galileo et GPS en 2004 : quelle démarche pour les Européens ? »

Table-ronde du 18 décembre 2003

Le CFE a lancé une série de tables rondes sur Galileo et GPS. La première, organisée en décembre 2002 avec le *Council on Foreign Relations* (New York), a réuni des Européens et des Américains sur le thème des coopérations possibles entre les deux systèmes de navigation. La seconde, en décembre 2003, se proposait de faire le point entre Européens sur les négociations transatlantiques intervenues entre-temps et sur la phase qui s'amorce en 2004.

Gérard Brachet, consultant auprès d'industriels sur le dossier Galileo, a accepté d'introduire notre débat en rappelant la chronologie des négociations transatlantiques en 2003, les progrès réalisés (par exemple sur les standards géodésiques) et les difficultés principales du dossier. Plusieurs points saillants sont apparus lors de la discussion :

• Des avancées fragiles sur le problème de la superposition du signal PRS de Galileo et du code M des futurs GPS, mais un désaccord persistant des Américains sur le signal ouvert de Galileo

Des progrès importants ont été accomplis lors de la réunion de La Haye (novembre 2003), puisque les négociateurs américains et européens se sont mis d'accord sur une structure du signal PRS (*Public Regulated Service*) acceptable pour les Américains. Un premier sujet de débat a été de savoir si les Européens avaient cédé dans la négociation devant une équipe américaine inflexible (*Space News*, Dec 15th 2003), ou si le compromis proposé par les Européens était honorable. Entre la perception d'une négociation avec un adversaire implacable et celle d'une discussion plus équilibrée, les avis sont partagés .

Mais surtout, il apparaît que l'accord de La Haye ne repose pas sur une base claire et risque de mener à des désillusions. Pour leur part, les Américains considèrent que les Européens ont accepté d'adopter une structure de signal définitive. Si ces derniers souhaitent modifier leur signal dans le futur, ils devront consulter les Américains, qui estiment avoir un droit de veto. Du côté européen, on pense que la structure du signal choisie en novembre est une possibilité parmi d'autres. Conserver une flexibilité de la structure du signal PRS est indispensable pour opérer dans le futur d'éventuelles adaptations du service aux exigences des utilisateurs. Le signal sera donc modifié si cela s'avère nécessaire, tout en respectant un certain degré de concertation transatlantique.

Les participants se sont exprimés à titre anonyme ; le présent compte-rendu ne leur a pas été soumis.

Par ailleurs, les Américains contestent également la compatibilité du service ouvert (« Open Service ») de Galileo avec la protection du code M en cas de conflit. Or, les caractéristiques du signal choisi par les Européens pour leur service ouvert sont telles qu'il offrira sans doute un meilleur service aux usagers que le signal civil du GPS. Il pourrait donc finir par s'imposer. Il semble que ce soit cette crainte qui explique l'attitude américaine.

Les possibilités de désaccord restent donc très importantes. Cela est préoccupant puisque l'accord est discuté sur la base du tout ou rien : la signature n'interviendra que si les négociateurs sont d'accord sur tous les points.

• Un dialogue insuffisant entre industriels et institutionnels européens

La Commission européenne, assistée de représentants des administrations des Etats membres, mène les négociations avec les Américains. Les industriels européens ne prennent pas part à ces discussions, qui les intéressent pourtant au plus haut point. Les caractéristiques techniques définitives du futur système, qui résulteront de ces discussions transatlantiques, sont décisives pour la mise au point des produits qu'ils fabriqueront en aval. Plus grave, les industriels doivent choisir sans tarder le business model de la future concession Galileo. Comment y parvenir tant que les négociations ne sont pas achevées ? Ce problème de calendrier peut se prolonger. On cite l'exemple de Paradigm Secure Communications, la société de services concessionnaire du système de télécommunications militaires Skynet-5, dont les négociations de mise en place avec le Ministère britannique de la Défense ont duré un an et demi. Les membres de l'association Galileo Services, qui réfléchissent aux applications et services proposés en aval du système Galileo pâtissent de ne pas être plus consultés et informés par la Commission Européenne ou par l'ESA.

De son côté, la Commission (non représentée lors de la réunion) souhaiterait avoir l'appui d'un fort lobby industriel européen, qui lui semble manquer à l'heure actuelle.

Les échanges d'information, les procédures de consultation et de soutien mutuel entre les différents acteurs européens gagneraient à être renforcés.

Plus largement, il est intéressant de constater que la montée en puissance de la Commission sur les affaires spatiales est totalement entrée dans les esprits, au moins sur le dossier Galileo, alors qu'elle reste encore relativement récente. La Commission saura-t-elle gérer la délicate transition d'un système développé sur fonds publics, avec une forte implication de l'ESA, vers un système géré par un opérateur privé (le futur concessionnaire), qui devra terminer le déploiement de la constellation, assurer sa validation opérationnelle et exploiter le système en maximisant son potentiel commercial?

• Quelle place pour le partenaire chinois ?

Au-delà des États-Unis, l'Europe et son système Galileo doivent se positionner vis-à-vis d'autres partenaires étrangers. Ainsi, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud sont intéressés par une participation au système de navigation européen. Les Chinois, notamment, proposent un investissement de 200 millions d'euros dans le système et de 5 millions d'euros dans l'Entreprise Commune Galileo créée par la Commission et l'ESA. Cela n'est pas sans causer des inquiétudes car un tel niveau d'investissement pourrait entraîner un certaine prise de contrôle du système par les Chinois. Ils pourraient aussi exiger le lancement de quelques satellites de la constellation sur leurs lanceurs « Longue Marche ». Les Européens n'ont pas lancé un projet autonome par rapport au GPS pour se retrouver liés à d'autres partenaires extérieurs ! Les équipes de la Commission européenne doivent gérer ce problème, mais attendent manifestement des idées de la part des industriels.

Compte tenu de leur relations complexes avec la Chine et de leur intérêt dans une coopération constructive avec Galileo, les États-Unis suivent ce dossier de près.

- **Peu d'input du secteur banque/finance à ce stade**

Enfin, le secteur financier se prépare à participer au montage complexe qui permettra de compléter le financement public, actuellement fixé à 1,6 milliard d'euros, pour couvrir les 3,2 milliards d'euros nécessaires au déploiement complet du système. Le modèle économique susceptible de permettre ce montage devra s'appuyer sur des garanties de ressources en provenance de la puissance publique, alors que les perspectives de revenus commerciaux de Galileo sont d'autant plus incertaines que l'accès au système GPS doit normalement être gratuit pour les utilisateurs civils. Dans cette perspective, le secteur financier reste sur une prudente expectative, ne souhaitant pas prendre de risque inconsidéré alors que le modèle économique est si peu consolidé.

En résumé, il faut s'attendre à une poursuite difficile des négociations avec les Américains en 2004 ; les Européens bénéficieraient d'un meilleur dialogue entre la Commission, l'ESA et les industriels ; enfin, il serait utile d'initier une veille et une réflexion sur les ambitions chinoises par rapport à Galileo. Dans la perspective d'une sélection du futur concessionnaire Galileo au deuxième semestre de 2004, cela laisse bien des questions ouvertes à traiter en si peu de temps.